Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

142-143 | 2015

Marges et Numérique

Le problème public de la prostitution aux marges des arènes publiques numériques

Luttes interprétatives et mobilisations pro-droits contre l'offensive abolitionniste sur le web

The Public Problem of Prostitution on the Fringes of Digital Public Arenas.

Interpretative Struggles and Mobilization of Sex Workers against the Abolitionist Offensive on the Web

Valérie Devillard et Guillaume Le Saulnier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/6279>

DOI : 10.4000/jda.6279

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2015

Pagination : 203-226

ISBN : 979-10-90923-10-2

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Valérie Devillard et Guillaume Le Saulnier, « Le problème public de la prostitution aux marges des arènes publiques numériques », *Journal des anthropologues* [En ligne], 142-143 | 2015, mis en ligne le 15 octobre 2017, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/6279> ; DOI : 10.4000/jda.6279

**LE PROBLÈME PUBLIC DE LA PROSTITUTION
AUX MARGES DES ARÈNES PUBLIQUES NUMÉRIQUES**
**Luttes interprétatives et mobilisations pro-droits
contre l'offensive abolitionniste sur le web**

Valérie DEVILLARD* – Guillaume LE SAULNIER**

Au sein des arènes publiques, la question de la prostitution connaît une « intensification spectaculaire » (Mathieu, 2007 : 17) depuis la fin des années 1990. L'examen par l'Assemblée nationale, en décembre 2013, de la proposition de loi « renforçant la lutte contre le système prostitutionnel », déposée par la députée PS Maud Olivier, est ainsi l'aboutissement d'une croisade morale relayée par les associations abolitionnistes, à commencer par le Mouvement du Nid et la Fondation Scelles. Ces collectifs ont opéré un lobbying auprès des sphères politique et médiatique, fédérant leur action par la création, en vue des précédentes élections présidentielles, de la plateforme associative « Abolition 2012 ». Ce problème public avait déjà été marqué par une offensive législative dix ans plus tôt ; cette dernière avait abouti au rétablissement du délit de « racolage passif », par la « loi sur la sécurité intérieure » du 18 mars 2003. La

* CARISM (Centre d'analyse et de recherche interdisciplinaire sur les médias). Université Panthéon-Assas – 5/7 avenue Vavin - 75006 Paris
Courriel : v2villard@wanadoo.fr

** CEREP (Centre d'études et de recherches sur les emplois et les professionnalisations). Université de Reims Champagne-Ardenne – 23 rue Clément Aden, BP 175 - 51685 Reims cedex 2
Courriel : glesaulnier@hotmail.fr

récente législation, si elle introduit « l'inversion de la charge pénale », perpétue une politique prioritairement répressive à l'encontre de la prostitution. Ainsi, la proposition de loi votée (en première lecture) le 4 décembre 2013 réaffirme la position abolitionniste de la France en matière de prostitution, tout en consacrant le passage de la pénalisation des prostituées¹ à celle des clients. Ses partisans comme ses opposants se sont livrés à une bataille interprétative, en investissant notamment les arènes publiques numériques.

Cette croisade morale comporte, pour ainsi dire, son lot d'hérétiques. On s'intéressera ici aux collectifs qui contestent pied à pied la répression pénale et symbolique de la prostitution. Ces publics politiques trouvent dans le web une ressource, parmi d'autres, pour résister au rouleau compresseur abolitionniste et, au-delà, pour combattre la relégation de la sexualité vénale et de ses acteurs aux marges de la cité. Ces collectifs luttent pour promouvoir et légitimer des définitions alternatives de la prostitution, face au modèle abolitionniste dominant et ascendant. Ces publics comprennent des associations de santé, fédérées dans un « Front santé » (Médecins du monde, Planning familial, AIDES, Act Up, Cabiria, Grisélidis, etc.), ainsi que des collectifs de « travailleuses du sexe », au premier rang desquels le STRASS (Syndicat du travail sexuel), eux-mêmes réunis dans une plateforme associative nommée « Droits et prostitution ».

Les premiers travaux en sociologie des problèmes publics (Blumer, 1971) montrent combien le développement de toute question est généralement contraint par des possibilités toujours restreintes de « carrière » au sein des arènes publiques que sont les médias, les institutions éducatives, les associations, les assemblées politiques, etc. Ils soulignent également quels processus de reconnaissance du problème sont à l'œuvre dans ces espaces de discussion publique, et combien ceux-ci s'avèrent hautement sélectifs ; la majeure partie des causes peinant à accéder à ces instances de

¹ Par convention, et au regard de la structuration fortement genrée de l'espace de la prostitution, on privilégiera ici le féminin pour désigner les prostitué-e-s et le masculin s'agissant de leurs client-e-s.

légitimation et fort peu faisant l'objet d'une définition publique officielle. En effet, l'attention publique constitue une ressource rare, pour laquelle une compétition constante est livrée entre différents problèmes publics (Hilgartner & Bosk, 1988) et, à l'intérieur d'une même cause, entre ses principaux « propriétaires », lesquels sont engagés dans d'âpres luttes définitionnelles. La question de la prostitution n'échappe pas à la règle. Elle est concurrencée dans sa charge dramatique par des débats publics plus amples portant sur la sexualité, les représentations, les pratiques et les déviances en la matière ; elle entre également en rivalité, dans sa dimension genrée, avec les questions du port du voile, des violences faites aux femmes, etc. De plus, nombre de causes publiques sont attachées à ses pas : immigration clandestine, traite des êtres humains, esclavage moderne, ou encore sexualité des handicapés, alors que l'hypothèse de l'octroi de droits aux personnes prostituées peine encore à se frayer un chemin dans les arènes publiques *mainstream*.

Les sociologues se sont surtout intéressés aux trajectoires des nouveaux porteurs de cause, qu'ils se revendiquent prohibitionnistes ou abolitionnistes. Ces « entrepreneurs de morale » (Gusfield, 1963 ; Becker, 1985 : 171-188), militants de croisades symboliques, ont une appréhension du monde relevant de la classe dominante et leurs recrues se perçoivent comme les derniers remparts face au déclin de valeurs morales au principe même de l'ordre social. Ces premières recherches ont fait état des modes d'action publique propres au « réformisme moral » (Becker, *ibid.*) des classes dominantes s'opposant à des catégories de marges sociales – les alcooliques, les fumeurs de marijuana – dont le nombre devient toujours plus pléthorique. Dans le sillage de ces travaux de l'école de Chicago, les mobilisations en faveur de l'abolition de la prostitution en France ont capté une part importante de l'attention des chercheurs. Elles ont fait l'objet d'une analyse approfondie : depuis la cartographie de leur nébuleuse d'acteurs jusqu'aux cadres interprétatifs sous-jacents à leurs discours (Jakšić, 2008 ; Mathieu, 2013). Outre l'accent porté sur le rôle de ces « entrepreneurs de morale » ainsi que sur les processus de sélection et de hiérarchisation de la production

informationnelle, ces travaux montrent combien la dramatisation compte dans le processus d'émergence des problèmes publics, et comment les interrelations entre les institutions et les réseaux sociaux pèsent sur leurs définitions. C'est le cas, notamment, des « paniques morales » récurrentes autour de la sexualité vénale, à l'instar de l'emballement médiatique survenu entre 1990 et 1992 à propos de la prostitution de rue ayant cours au Bois de Boulogne (Espineira, 2014).

Les problèmes publics visibles dans la sphère publique représentent, nous l'avons souligné, une fraction minime des problèmes potentiels. En conséquence, la plupart se trouve cantonnée à la marge de l'attention publique : des petites communautés de professionnels, d'activistes et de groupes d'intérêt essaient de les maintenir en vie, et ce, aux confins du débat public. L'expansion rapide des arènes publiques numériques, dont témoigne le développement de la blogosphère et des médias participatifs, peut augmenter la capacité de les faire exister et accroître les possibilités de promotion de nouveaux acteurs ou de porte-parole en charge de nouvelles revendications (Maratea, 2008). Ceci entraîne une mise en visibilité à la fois de causes et d'acteurs jusqu'alors secondarisés ou minoritaires, surgissant de manière sporadique et diffuse au sein des médias en ligne et de la blogosphère. Néanmoins, la viabilité des problèmes sociaux forgés dans ces arènes numériques dépend largement de la manière dont ils ont été sélectionnés par les médias traditionnels ; de plus, cette sélection reproduit et maintient à l'identique la structure hiérarchisée des arènes publiques. Des connexions préalables existent bel et bien entre elles. Ainsi les nouveaux entrants censés être les acteurs renouvelant les thèmes de discussion publique sont en réalité, pour une large part, déjà engagés à l'intérieur des arènes publiques traditionnelles. Quant à elles, les arènes numériques sont soumises aux mêmes impératifs qu'auparavant, conditionnant la carrière d'une cause publique, depuis sa formation jusqu'à sa prise en charge par les pouvoirs publics, en passant par les luttes pour l'accès aux médias.

Les débats survenus dans les arènes publiques numériques à propos de la proposition de loi, et en particulier de la disposition relative à la pénalisation des clients de la prostitution, offrent un terrain fécond pour observer la réémergence d'un problème public, et plus encore pour penser le numérique dans et par les marges. En effet, les prostituées représentent une population parmi les plus durement marginalisées, par leur relégation aux marges de la vie publique, leur maintien dans une indétermination juridique, et leur stigmatisation extrême (Pryen, 1999 ; Pheterson, 2001). Comment le débat public et politique autour de la proposition de loi se structure-t-il sur le web ? Plus spécifiquement, quelles sont les « formes d'engagement » (Barbot, 1999) des collectifs de prostituées dans les arènes numériques ? Quels sont leurs espaces d'expression et leurs modes d'intervention ? À la croisée de la sociologie des médias et de celle des problèmes publics, on s'intéressera à la constitution de ces « contre-publics subalternes » (Fraser, 2012), aux soutiens dont ils disposent et aux rhétoriques qu'ils utilisent. Le web est le foyer d'une lutte politique pour définir et conjointement resignifier la sexualité vénale et, par extension, réorienter les politiques publiques en vigueur. Pour en rendre compte, on exposera la méthode d'enquête, avant d'examiner la structuration des débats publics en ligne, ainsi que les modes de présence et d'intervention du Syndicat du travail sexuel.

Un dispositif expérimental d'observation des arènes numériques

Nous avons exploité une combinaison de corpus et de méthodes, afin de restituer la structuration des arènes publiques numériques constituées autour de la proposition de loi, à partir d'une fouille de données au moyen du dispositif expérimental de « l'Observatoire TransMedia » de l'INA². Celui-ci a été conçu

² Ce dispositif est une plateforme de bases de données, créée dans le cadre d'une ANR pour analyser les flux médiatiques, capturés de juillet 2011 à juin 2014 par l'équipe INA Recherche. Ces données rassemblent des retranscriptions : des dépêches AFP ; de six quotidiens nationaux (dont *Lefigaro.fr*, *Lemonde.fr*, *Liberation.fr*) ; de quotidiens régionaux ;

initialement pour analyser la campagne des élections présidentielles de 2012. Aussi la plateforme de bases de données privilégie-t-elle l'actualité politique et les médias numériques *mainstream*. Plusieurs étapes ont été nécessaires pour en extraire les documents les plus représentatifs des débats publics numériques, et les plus significatifs en termes de cadrage interprétatif du problème de la prostitution. Au final, un premier corpus (n1) rassemble jusqu'à 1 720 documents, sur la période courant de mars 2013 à mars 2014. Un second corpus (n2) composé de 484 documents – enchevêtré avec le premier – consiste plus spécifiquement à reconstituer les arènes numériques dans lesquelles apparaît le STRASS, sur la période septembre 2011 à mai 2014³.

Le premier corpus se compose, dans son immense majorité, d'une production journalistique à la fois standardisée et dépolitisée. Celui-ci illustre et atteste les logiques de retraitement et de dépolitisation de l'information à l'œuvre dans le journalisme contemporain, et notamment sur les sites de presse (Rebillard, 2006 ; Devillard & Marchetti, 2008). En effet, les supports *mainstream* se contentent de dépêches d'agences, intégralement reproduites ou à peine réécrites, ou d'articles fournissant un compte rendu des positions en concurrence, dont la juxtaposition garantit la neutralité. Les articles de fond, peu nombreux, consistent le plus souvent à confronter les arguments des promoteurs et des détracteurs de la proposition de loi, dont les assertions sont, au mieux, soumises à un travail de vérification à l'aide de témoignages d'acteurs de terrain, de rapports administratifs ou d'études scientifiques.

Ce double corpus a été complété afin de corriger sa pente *mainstream* : par exemple, la production journalistique, les tribunes, manifestes, appels à la mobilisation, et les contenus auto-publiés

d'hebdomadaires d'information politique et générale ; des journaux et des émissions d'actualité de douze chaînes de télévision (de TF1 à France 24) ; de neuf radios (de RTL à France Culture) et de 1 300 sites web.

³ Les corpus ont été respectivement constitués à partir des requêtes « prostitution AND "proposition de loi" » et « Strass AND prostitution ».

issus des *pure players*⁴ Mediapart et Yagg ont été systématiquement analysés. On a ensuite privilégié l'observation pendant les temps forts de la médiatisation de l'examen de la proposition de loi, sur la période du 1^{er} septembre au 31 décembre 2013 : c'est-à-dire du rapport d'information déposé par Maud Olivier à la transmission du texte de loi au Sénat. Enfin, on a divisé le corpus en deux : d'un côté, la production informationnelle autour des débats et polémiques que soulève la proposition de loi (n1 bis = 168 documents) ; de l'autre, les prises de position émanant du STRASS, de ses alliés et de ses opposants (n2 bis = 84 documents).

Cette analyse des arènes publiques numériques procède d'une approche média-centrée. Elle repose en effet sur la reconstitution de leurs traces sur le web, révélant les modes d'intervention d'une pluralité d'acteurs aux prises avec les débats publics. L'autre limite de cette approche tient au fait qu'elle s'appuie essentiellement sur l'analyse des discours médiatiques, sans pouvoir renseigner de façon systématique les propriétés sociales des acteurs engagés dans les débats publics. Pour corriger en partie cette lacune, quinze entretiens ont été réalisés auprès de « débatteurs » intervenus dans les arènes numériques : deux députés (PS et EELV), une avocate membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), des représentants des associations Fondation Scelles et Équipes d'action contre le proxénétisme (EACP), du collectif Zéro Macho, de la section parisienne du Planning familial, de l'association de santé AIDES, du STRASS, ainsi que trois blogueurs investis à des degrés divers dans la question de la prostitution.

Les arènes numériques reproduisent les hiérarchies masse-médiatiques

Rappelons brièvement les principales étapes par lesquelles la proposition de loi a gagné du terrain au sein des assemblées politiques. Cette rapide chronique montre combien on observe, sur

⁴ Le terme *pure player* désigne couramment les supports « tout en ligne », nés et diffusés exclusivement sur le web, à l'instar de Mediapart ou Rue 89.

une courte période, une activité intense de production de rapports parlementaires, administratifs et, surtout, de textes juridiques. La première proposition de loi en faveur de la pénalisation du client est déposée à l'Assemblée nationale en juillet 2006 par les députés PS pro-abolitionnistes Danielle Bousquet et Christophe Caresche. À partir d'avril 2011, cette position progresse dans les rangs des députés. Un rapport de la mission d'information parlementaire présidée par Danielle Bousquet et Guy Geoffroy (député UMP) plaide en faveur de la pénalisation du client (amendes, emprisonnement et stages de sensibilisation sont prévus à son rencontre). Le 11 décembre 2011, une proposition de résolution réaffirmant la « position abolitionniste » de la France est votée unanimement par les députés, et le même jour une nouvelle proposition de loi en faveur de la pénalisation des clients de la prostitution est déposée sans être débattue. La résolution pose comme objectif « à terme, une société sans prostitution », et juge « primordial que les politiques publiques offrent des alternatives crédibles à la prostitution et garantissent les droits fondamentaux des personnes prostituées⁵ ». L'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) évalue, dans un épais rapport remis le 18 décembre 2012 à la ministre des Droits des femmes, les risques de santé encourus par les personnes prostituées. Sous le titre de « Prostitutions : les enjeux sanitaires », les inspecteurs soulignent la diversité des situations de prostitution, prônent une reconnaissance des droits des prostituées et défendent une approche préventive du problème. Le 18 septembre 2013, nouvelle avancée pro-abolitionniste : est déposé à l'Assemblée nationale un rapport d'information (présenté par la députée PS Maud Olivier), au nom de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances hommes-femmes, sur « le renforcement de la lutte contre le système prostitutionnel ». Le 4 décembre 2013, la proposition de loi est adoptée à l'Assemblée nationale, avant d'être transmise au Sénat. Or, le 9 juillet 2014, la

⁵ Voir : <http://www.igas.gouv.fr/spip.php?article291>

mesure phare de la proposition de loi – la pénalisation des clients de la prostitution – est retoquée par la commission spéciale du Sénat.

Au cours des débats publics préalables à l'examen parlementaire (entre septembre et novembre 2013), deux polémiques court-circuitent les mobilisations des acteurs associatifs et militants. Elles brouillent sensiblement les termes des débats engagés entre les abolitionnistes et les pro-droits. Le manifeste « Touche pas à ma pute ! » se déclarant « contre les lois anti-prostitution et pour la liberté », signé par « 343 salauds », est publié le 30 octobre 2013 par le magazine *Causeur*, détournant de façon parodique deux emblèmes des luttes progressistes des années 1970 et 1980⁶. Le manifeste provocateur fait polémique parmi les éditorialistes et les journalistes, et suscite de vives ripostes dans les médias participatifs. Ses signataires bénéficient, par ailleurs, d'un traitement médiatique conséquent (agrégateurs de contenus⁷ d'actualités et médias audiovisuels en tête), phagocytant ainsi les débats déjà engagés dans les arènes numériques. Dans une moindre mesure, la pétition lancée le 14 novembre 2013 par le chanteur populaire Antoine (également auteur de tribunes, d'un ouvrage et d'un blog sur ce thème⁸) amplifie la médiatisation sur le texte de loi dans les médias numériques *mainstream*. À l'instar de la première polémique, elle provient d'une sphère dont la renommée publique est issue d'un vedettariat médiatique, composée d'acteurs adoubés de longue date par les médias traditionnels omnibus. Outre ces deux épisodes, les pics de médiatisation suivent l'avancée des débats dans l'arène publique parlementaire, soutenus par les déclarations émanant de la ministre aux Droits des femmes. L'agenda politique gouvernemental donne le

⁶ Voir : « Touche pas à ma pute ! Le manifeste des 343 "salauds" », *Causeur.fr*, 30.10.13.

⁷ Un agrégateur de contenus est un site web qui compile automatiquement, au moyen de fils de syndication, les actualités publiées sur un ensemble de supports en ligne, en les présentant généralement par ordre ante-chronologique, tel Google Actualités.

⁸ Voir : <http://lesartsdulit.org/>

la et cadence l'ouverture et la clôture des débats sur la proposition de loi.

Graphique⁹ : évolution de la production informationnelle (en nombre de documents) sur le web relative à la proposition de loi, du 1^{er} septembre au 31 décembre 2013.

Les cadres interprétatifs en concurrence

Les entrepreneurs de cause mobilisés sur le problème de la prostitution se convertissent en « promoteurs d'événements » à propos desquels ils fournissent des cadres interprétatifs, en vue de faire prévaloir une définition de la sexualité vénale, des politiques publiques à appliquer et, plus précisément, des moyens d'améliorer la condition de celles et ceux qui l'exercent. Dans sa synthèse critique des débats publics relatifs à la prostitution, le sociologue Lilian Mathieu distingue deux camps opposés : d'un côté, les partisans de l'« abolition de la prostitution » ; de l'autre, ceux de la « liberté de se prostituer » et, partant, de recourir à la sexualité vénale. Ces deux positions « structurent l'espace des débats sur la

⁹ Ce graphique représente le processus de médiatisation du débat public autour de la proposition de loi, saisi, en ordonnée, par le nombre de documents traitant de la législation et, en abscisse, par les dates de parution de ces informations en ligne, émanant de la presse quotidienne nationale (PQN), de la presse magazine d'information générale (PMIG), de l'Agence France Presse (AFP), des *pure players*, des agrégateurs ou des médias audiovisuels.

prostitution », à tel point que la controverse publique est marquée par « un effet de polarisation et de surenchère (2007 : 15-44 & 20-21) », favorisant une logique d'affrontement.

La fouille de données est une méthode opératoire pour cartographier les cadres interprétatifs en concurrence, leur distribution et leur degré de visibilité, leurs contextes et leurs espaces d'expression. L'analyse des cadres s'appuie ici sur le corpus composé des prises de position autour de la proposition de loi (n1 bis), soit un espace d'interlocution et de débats où les interventions se répondent souvent. L'examen des opérations de cadrage fait apparaître, sur la période considérée, quatre interprétations distinctes. Certaines sont mobilisées de concert, en vertu de leur complémentarité ; d'autres correspondent à des positions antagonistes, d'autant plus exclusives qu'elles sont imprégnées de convictions morales ou de présupposés idéologiques.

Le cadre « prohibo-abolitionniste », matérialisé par la proposition de loi, conçoit la prostitution comme une forme paroxystique de violence sexiste, incompatible avec la dignité de la personne humaine, et ce, quelles que soient ses modalités concrètes. Dans cette vision *essentialiste*, la prostitution n'est jamais un « choix », et le consentement entre les travailleuses du sexe et leurs clients reste un leurre. Les prostituées sont des « victimes », nécessairement, opprimées et aliénées, sous le joug d'une coercition physique, d'une nécessité économique ou d'un désordre intrapsychique. Cette victimisation des travailleuses du sexe va de pair avec la criminalisation de l'activité, décrite par hypostasie comme un « système prostitutionnel » organisé par des proxénètes, au premier rang desquels des réseaux mafieux globalisés, et entretenu sinon cautionné par les clients. Ainsi entendu, l'abolitionnisme ne réclame pas seulement l'abrogation de toute réglementation à l'encontre des prostituées, mais aussi la disparition du « fléau » de la prostitution, faisant fi de ses contradictions originelles (Mathieu, 2013 : 19-71).

Le corpus montre l'hégémonie du discours abolitionniste dans les arènes numériques, loin devant les autres cadres interprétatifs : il agrège jusqu'à 86 prises de position, soit 51,2% des 168 documents

analysés. Cela confirme l'ampleur de sa diffusion en France, notamment dans plusieurs segments du mouvement féministe (*ibid.*, 2013 : 103-116). Ce score élevé s'explique, en grande partie, par les ressources et l'influence politiques des acteurs institutionnels favorables à la proposition de loi (21 documents), à commencer par le ministère des Droits des femmes et la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances hommes-femmes. Les journalistes y sont d'autant plus perméables que les sources officielles disposent d'un accès routinier aux médias, et que leur parole est dotée d'une forte légitimité. Logiquement, le discours abolitionniste est majoritaire dans les arènes numériques *mainstream*, parmi lesquelles les sites de la presse quotidienne nationale (10 documents sur 22) et de la presse magazine généraliste (7 documents sur 12). Mais son hégémonie réside aussi dans la forte mobilisation des associations abolitionnistes (Mouvement et Amicale du Nid, Fondation Scelles) et des organisations féministes (Osez le féminisme ! Les effFRONTé-e-s, Zéro Macho). Certaines, dotées de moyens conséquents, ont intégré de longue date les relations presse et disposent de nombreux relais dans le champ journalistique¹⁰. De surcroît, l'influence des acteurs institutionnels et associatifs sur la presse traditionnelle se double d'une offensive sur les *pure players* (11 documents sur 24) et dans la blogosphère (25 documents sur 55), outre les communiqués publiés sur les sites partisans (32 documents sur 61).

À l'opposé, les « libéraux-libertaires » (ou proclamés tels) entrevoient, par-delà les préoccupations philanthropiques et les effets de dramatisation de l'abolitionnisme, un discours moralisateur marqué par un puritanisme suranné en matière de sexualité et un paternalisme condescendant envers les prostituées. Ils réaffirment le principe de libre disposition du corps, pour dénoncer une « ingérence » de l'État dans les mœurs sexuelles. Partant, ils insistent sur l'autodétermination des travailleuses du sexe ayant

¹⁰ Entretiens avec des représentants de la Fondation Scelles, de l'association EACP et du collectif Zéro Macho.

« choisi » cette activité, et sur la possibilité d'une sexualité tarifée établie sur un authentique consentement. Minoritaire dans le corpus (29 documents soit 17,3% du total), ce libéralisme assumé est défendu par des intellectuels opposés à une conception défensive et exclusive du féminisme, à commencer par Elisabeth Badinter. Il réunit aussi des personnalités publiques, à l'instar des signataires du manifeste des « 343 salauds » ou des vedettes Antoine et Brigitte Lahaie. En vertu de la légitimité académique ou de la notoriété médiatique de ses représentants, il obtient une visibilité importante dans la presse quotidienne nationale et les *pure players*. Il trouve également un espace d'expression dans la blogosphère (11 documents sur 55), traduisant l'ampleur de sa diffusion parmi les citoyens dont les prises de position figurent dans le corpus (17 documents sur 43)¹¹.

Appuyé sur une approche ouvertement terre-à-terre du problème de la prostitution, le cadre « pragmatique » concurrence fortement le cadre abolitionniste (41 documents soit 24,4% du corpus), et ce, dans tous les espaces numériques. S'il n'est pas majoritaire, il apparaît le plus transversal : il est mobilisé aussi bien par des élus opposés à (ou du moins réservés sur) la proposition de loi, des intellectuels et des professionnels « propriétaires » du problème (travailleurs sociaux, policiers, juristes, médecins), que par les associations de santé communautaire (AIDES, Arcat sida, Act Up, Cabiria, Grisélidis), soutenues notamment par le Planning familial et Médecins du monde, et des instances consultatives tels le Conseil national du sida ou la CNCDH. Il apparaît également au cœur de l'argumentation du STRASS, qui exploite ce thème fédérateur pour promouvoir et justifier la reconnaissance et l'institutionnalisation du travail sexuel. Ce cadre interprétatif insiste sur les enjeux de santé publique liés à la prostitution, et sur l'accès universel et inconditionnel aux structures de soins et aux dispositifs d'aide sociale et juridique. À cette aune, il s'accompagne d'une

¹¹ Voir, notamment, le blog thématique : <http://antipenalisation.canalblog.com/>

dénonciation vigoureuse de la précarité des personnes prostituées, de la stigmatisation dont elles sont la cible, et de la répression policière que leur vulnérabilité autorise et favorise. Ses tenants soulignent avec insistance les présupposés misérabilistes de la proposition de loi, son inspiration répressive et, surtout, ses « effets pervers », au sens où elle risque de marginaliser davantage les prostituées, de dégrader leurs conditions d'existence et d'exercice et, mécaniquement, d'accroître leur exposition aux maladies sexuellement transmissibles et aux agressions physiques. Par son insistance sur les enjeux de santé publique, son principe de « non jugement » et son apolitisme revendiqué, cette position est privilégiée par les locuteurs qui partagent la philosophie du texte de loi mais contestent les mesures qu'il préconise, et plus largement par ceux dont le raisonnement n'est arrimé à aucune doctrine, refusant tant le misérabilisme des abolitionnistes que l'angélisme des régleментарistes.

Exigeant de même la dé-stigmatisation et la décriminalisation de la prostitution, le cadre « pro-droits » assume pour sa part un discours résolument politique, élaboré dans le sillage de l'activisme *queer* et du féminisme « pro-sexe ». Il rassemble les militants, les intellectuels, les artistes qui défendent le pluralisme sexuel, à mille lieues d'une vision normative et étriquée des relations sexuelles. Cela les amène à définir la sexualité comme un terrain à part entière d'émancipation des femmes, et ce, jusque dans ses formes vénales (Merteuil, 2012). Ce « subjectivisme radical » (Mathieu, 2001 : 187) affirme que les prostituées sont les mieux placées, sinon les seules habilitées, pour s'exprimer sur leur activité et leur condition. Surtout, il soutient les revendications de reconnaissance et d'institutionnalisation du travail sexuel, portées par les collectifs de travailleuses du sexe (STRASS, Cabiria, Grisélidis) et leurs alliés (Act Up-Paris, collectif 8 mars pour toutES). Par son contenu et sa forme transgressifs, ce cadre interprétatif reste très minoritaire dans le corpus (12 documents sur 168 soit 7,1% du total), et sa visibilité doit beaucoup à la production amateur d'information sur les *pure players* et les blogs. Un leitmotiv réside dans la complexité

irréductible du monde de la prostitution, soulignée en entretien par un « escort » porte-parole du STRASS :

Les médias s'intéressent pas aux prostituées, ils s'intéressent au phénomène de la prostitution, au folklore qui entoure la prostitution, à véhiculer des idées reçues, ce genre de choses. Ils s'intéressent pas aux réalités concrètes qu'il y a derrière, à savoir qu'ils vont plutôt avoir tendance à interroger des pistes qui correspondent à des clichés déjà établis, du genre, je sais pas, soit l'escort de luxe, soit la prostituée qui est au 36^e dessous et qui fait des passes pour se payer sa dose, mais la mère de famille qui fait ça pour nourrir ses gosses, ça intéresse personne... On commence tout juste à aborder la prostitution étudiante... Mais franchement, il y a tellement de réalités, tellement de parcours différents derrière la prostitution, qu'il faudrait que les médias s'intéressent à toute cette variété de parcours et à toutes ces réalités différentes.

De Pigalle à République : la visibilité conquise par le STRASS

On se focalisera ici sur les collectifs de prostituées promoteurs du cadre pro-droits, à travers le degré de visibilité et les formes d'engagement du STRASS. Alors que le mouvement abolitionniste et la diffusion de ses thèses sont richement documentés (Mathieu, 2013), on peut s'interroger sur la capacité du STRASS, depuis sa création en mars 2009, à exister comme contre-public et à affirmer ses positions dans les arènes publiques numériques. Cela est loin d'aller de soi, sachant que les prostituées forment une « catégorie hétéronome » (Mathieu, 2001 : 173), stigmatisée sans relâche, dépourvue des moyens de contrôler sa représentation, et à laquelle font défaut les ressources nécessaires pour organiser et pérenniser des actions collectives.

En toute hypothèse, les rapports et les débats parlementaires relatifs au problème de la prostitution fournissent au STRASS un contexte favorable pour publiciser ses positions et, simultanément, consolider sa position de représentant légitime des intérêts des prostituées et de principal challenger des abolitionnistes. La fouille de données (à partir du corpus n2) permet de confirmer cette hypothèse et, surtout, de renseigner précisément les espaces et la surface de visibilité du syndicat. Sur la période septembre 2011 à

mai 2014, il est mentionné dans 54 dépêches Agence France Presse (soit 11,2% des 484 documents), parmi lesquelles 22 dépêches rapportant des événements dont il est promoteur. Il obtient une visibilité tout aussi conséquente dans la presse en ligne. On dénombre jusqu'à 87 et 91 occurrences du STRASS, respectivement dans la presse quotidienne nationale et régionale (18% et 18,8% du corpus), ainsi que 61 occurrences dans la presse magazine généraliste (12,6%). De même, il est cité à 55 reprises (11,4%) par les agrégateurs de contenus.

La constitution d'un sous-corpus (n2 bis) agréant les prises de position permet d'identifier, en parallèle, les espaces numériques les plus propices à l'affirmation, mais aussi à l'examen ou la réfutation, des arguments du STRASS. Trois espaces, correspondant à différents segments de l'offre informationnelle, se distinguent nettement. D'abord, les sites partisans émanant de députés, de partis politiques ou d'organisations militantes offrent une tribune d'expression investie prioritairement par les tenants d'une approche pragmatique (Esther Benbassa, Parti libéral démocrate, Act Up-Paris) et, à l'opposé, par ceux de la pénalisation des clients (PCF-Vaucluse, Alternative libertaire) : ils représentent respectivement 14 et 10 documents sur 84, soit 29,8% du sous-corpus. Les *pure players* revendiquant une information alternative (Agoravox, Indymedia, Rue 89) forment un deuxième espace de débats, caractérisé ici par un équilibre entre les différentes interprétations (22 documents soit 26,2%). Celui-ci comprend, pour l'essentiel, des interviews de prostituées ou des billets de lecteurs-contributeurs. S'y ajoute la production amateur d'information dans les blogs personnels ou thématiques (8 billets soit 9,5%), davantage favorables à l'expression du cadre pro-droits. Enfin, les sites de la presse quotidienne nationale et de la presse magazine généraliste accueillent des tribunes et des interviews : ils représentent respectivement 13 et 8 documents, soit 15,5% et 9,5% du sous-corpus.

Ces résultats montrent que le STRASS et ses soutiens sont présents dans les supports alternatifs, et exploitent abondamment les dispositifs d'auto-publication pour promouvoir la cause des

prostituées. Surtout, le syndicat est parvenu à s'imposer comme un interlocuteur légitime auprès des journalistes. En effet, il bénéficie d'une visibilité certaine dans les fractions les plus légitimes du champ journalistique. Cela apparaît dans les tribunes et les interviews de ses porte-parole (Maîtresse Gilda, Morgane Merteuil, Thierry Schaffauser) publiées, notamment, par *Libération*, *Le Monde*, *L'Express*, *Les Inrockuptibles*, *20 Minutes*, ou encore *France Info*. On peut supposer que les journalistes trouvent dans le syndicat un locuteur et un discours faisant office de pendant aux thèses abolitionnistes, leur permettant de produire une couverture balancée des débats relatifs au problème de la prostitution et, ainsi, de satisfaire à une certaine neutralité. Cette offensive du STRASS sur le terrain médiatique vient contrebalancer des moyens matériels « à peu près inexistant¹² » et, surtout, son « isolement politique » (Mathieu, 2013 : 186), puisque seule une fraction des élus EELV relaie ses positions.

Quelles sont les formes de publicisation utilisées par le STRASS pour tirer à lui la couverture médiatique, se constituer comme un interlocuteur de plein droit et, ainsi, s'extraire des marges de la cité ? Le dénombrement et la comparaison des occurrences du syndicat dans le corpus montrent trois modes d'accès privilégiés aux médias, c'est-à-dire à la parole et la visibilité publiques. En complément, l'analyse du matériau textuel et visuel permet d'examiner les formes de présentation de soi du STRASS et de ses représentants, leurs modalités mais aussi les tensions dont elles sont le foyer.

Le premier mode d'accès réside dans les actions spectaculaires ayant vocation à perturber les routines de la vie publique. Le STRASS, hébergé dans les locaux d'Act Up-Paris, hérite de ses modes d'intervention et partage sa théorisation des médias : pour se frayer un accès au débat public et politique, il importe de produire des événements, sinon des « débordements », indexés sur les contraintes de production et de format des journalistes (Barbot,

¹² Entretien avec une porte-parole du Strass.

op. cit.). Il organise ainsi des manifestations de rue orchestrées selon une dramaturgie bien rodée, depuis les slogans percutants (« on veut des putains de droits ! », « vous couchez avec nous, vous votez contre nous ! », « clients pénalisés = putes assassinées ! ») jusqu'aux mises en scène spectaculaires, à l'instar de l'arrestation d'un « client » par une militante déguisée en policière « plantureuse¹³ », abondamment relayés par les médias. Dans la veine de l'action directe, le STRASS joue parfois les trouble-fêtes dans les événements organisés par les abolitionnistes, notamment en déversant alentour des préservatifs voire du faux sang (L'express, 2013)¹⁴. Un porte-parole rappelle que pareil mode d'action est constitutif du STRASS et de sa visibilité sur le web :

Ben à mon avis même le STRASS, comment dire... aurait pas réussi à se faire une place sur les réseaux sociaux, je pense. Enfin avec toutes nos autres actions à côté, avec les manifs et tout, enfin nos actions de terrain, ça nous a quand même aidés justement à avoir une légitimité dans le débat qui nous concerne. On l'aurait peut-être pas eue, enfin, je sais pas, dix ans ou quinze ans avant, quand les réseaux sociaux étaient pas développés ou quand Internet était moins utilisé. Je ne sais pas si on aurait pu se faire autant une place. [...] Ben des manifestations de rue quoi, le STRASS en organise un certain nombre depuis 2009, c'est beaucoup comme ça qu'on a attiré l'attention sur nous aussi. Mais c'était pas l'unique but à la base, c'était surtout d'interpeller les pouvoirs publics. [...] En tout cas c'est beaucoup comme ça qu'on a attiré l'attention sur nous, dans le sens où les médias aiment bien le côté folklorique des putes, le côté... voilà. Et nous, on était complètement, enfin, on tranchait pas mal avec cette image-là (entretien avec un porte-parole du STRASS).

Dans un registre plus conventionnel, le témoignage à la première personne est un format investi pour exprimer les revendications du STRASS et, parallèlement, attester l'existence d'une prostitution « libre » ou « choisie », par le recours à une

¹³ Cette scène est rapportée en ces termes dans la dépêche AFP du 06.07.12 intitulée « Les travailleuses du sexe manifestent à Lyon et Toulouse contre Vallaud-Belkacem », reprise dans de nombreux quotidiens.

¹⁴ Voir « Prostitution : les abolitionnistes gagnent du terrain », *l'express.fr*, 13.04.13.

attestation autobiographique. Aux interviews accordées par les porte-parole à certains journalistes, s'ajoutent les récits expérientiels publiés par des membres du STRASS sur les *pure players* ou dans la blogosphère. Ces prises de parole s'inscrivent dans une compétition pied à pied pour publiciser des témoignages venant accréditer les allégations de chaque camp. En effet, l'association EACP permet aux médias d'interviewer des femmes victimes des réseaux de proxénétisme¹⁵. De même, le Mouvement du Nid et l'association Les Survivantes publient des témoignages doloristes, dont les auteurs manifestent tous les stigmates de la condition prostituée, à l'instar de Rosen Hicher, figure emblématique des abolitionnistes. En réaction, le STRASS s'efforce de « fournir aux journalistes des témoignages directs de travailleurSEs du sexe parlant de leurs réalités » (Schaffauser, 2014 : 206). Il entend contester la confiscation ou, à défaut, la disqualification par les abolitionnistes de la parole des travailleuses du sexe, au prétexte de leur aliénation dans et par la prostitution.

Le troisième mode d'accès, tout autant indexé sur les routines de travail des journalistes, consiste à recourir à la dramatisation. Au demeurant, celle-ci est exploitée à plein régime par le mouvement abolitionniste, qui associe la prostitution à l'« esclavage » ou la « traite » des êtres humains, afin de la rabattre sur une classe de crimes parmi les plus réprouvés par la loi et la morale. Ces effets de dramatisation sont condensés dans la figure de la femme étrangère exploitée par les réseaux de proxénétisme, érigée en « victime idéale » (Jakšić, *op. cit.*) et donnant matière à des reportages sensationnalistes. Symétriquement, le STRASS déploie sa propre martyrologie, par la dénonciation publique des « violences faites aux putes » (Schaffauser, *op. cit.* : 33-41). Il publie régulièrement des communiqués rapportant des agressions physiques ou sexuelles à l'encontre de prostituées. Ces faits tragiques sont systématiquement reliés, sinon imputés, à une législation qui les marginalise et, par conséquent, entretient voire aggrave leur insécurité.

¹⁵ Entretien avec une représentante de l'association EACP.

Dans ses choix d'identification et l'élaboration de sa « façade », le STRASS se démarque des associations de santé communautaire pour se présenter comme un syndicat. Il veut ainsi définir et instituer la prostitution comme un « métier » à part entière, passible des droits et protections afférents. C'est précisément par l'inscription du travail sexuel dans un régime de droit commun que le STRASS entend conjurer le stigmatisme et neutraliser ses conséquences. Mais cette affirmation de professionnalité est fortement contestée, au motif de l'irréductible singularité de l'expérience prostitutionnelle, qui ne pourrait (voire ne devrait) pas devenir « un travail comme un autre ». Le STRASS produit alors une rhétorique de dé-singularisation, qui suppose et impose un « maniement du stigmatisme » (Goffman, 1975 : 68). De façon significative, ses porte-parole choisissent de s'exprimer « à visage découvert ». Ils valorisent le récit expérientiel, incarné, pour combattre les chiffres alarmistes des abolitionnistes, et tout autant les stéréotypes réducteurs des médias. Surtout, ils exhibent le stigmatisme pour en désamorcer la violence symbolique, mais aussi pour construire des positions d'identification à destination des prostituées ayant intériorisé le rejet social :

C'est une démarche politique en tant que telle de parler en tant que travailleuse du sexe, sans être anonyme. [...] Pour montrer qu'on est pas que des chiffres, qu'on est pas que des photos de talons aiguilles dans les médias, parce que souvent c'est ça. Les travailleuses du sexe n'ont personne à qui s'identifier, ont... voilà. Et montrer qui ça peut être, et du coup la diversité. [...] Je pense que ça a une influence positive en ce qui concerne la lutte contre la stigmatisation, et notamment l'intériorisation de la stigmatisation des travailleuses du sexe. Parce qu'on montre que c'est possible, voilà, même si ça veut dire qu'on comprend tous les cas dans lesquels c'est pas possible. Mais c'est une façon d'aller vers... bah oui, mettre des visages. [...] On veut toujours dire la réalité de la prostitution avec des chiffres, avec... non, la réalité de la prostitution, c'est des personnes qui exercent ce travail et qui vous en parlent (entretien avec une porte-parole du STRASS).

Les opérations de dé-singularisation concernent les prostituées, mais aussi leurs clients. Un leitmotiv de la rhétorique du STRASS réside dans la réhabilitation des hommes ayant recours à la sexualité

vénale, banalisés sous la figure de monsieur tout-le-monde. Cela répond à la diabolisation et la criminalisation opérées par les abolitionnistes, condensées dans le syntagme « client prostitueur¹⁶ ». Par exemple, la pétition « Nous n'irons pas au bois », initiée par le collectif Zéro Macho en septembre 2011, fabrique la figure d'un client littéralement contaminé par le stigmate de la prostitution¹⁷. L'enrôlement du stigmate est également à l'œuvre dans le manifeste des « 343 salauds », dont le discours ouvertement égocentré sape les manœuvres de réhabilitation menées par le STRASS. En se disant clients de prostituées, les signataires endossent publiquement le stigmate. Ce faisant, ils investissent les codes militants du mouvement LGBT, par un détournement du *coming out*, consistant à déclarer son appartenance à une minorité discriminée en raison de ses orientations sexuelles.

Mais le discours et la façade du STRASS sont soumis à de fortes tensions internes. Ses porte-parole les plus visibles souffrent d'un défaut de représentativité, au sens où ils incarnent, par les ressources dont ils sont détenteurs et leur position dans l'espace de la prostitution, une forme d'accomplissement de soi dans le travail sexuel à mille lieues de « l'ambivalence¹⁸ » irréductible de la grande majorité des prostituées vis-à-vis de leur condition. De surcroît, le travail de publicisation orchestré par le syndicat exprime lui-même cette ambivalence, dans la mesure où la dramatisation et l'étiquetage des agressions physiques et symboliques envers les prostituées viennent re-singulariser leur condition et, partant, contredire les manœuvres de banalisation. Non seulement cela souligne l'insécurité élevée du travail sexuel, mais en outre les violences sont subsumées sous la dénomination de « putophobie », rappelant à quel point la condition prostituée comprend, intrinsèquement, le risque d'être rejetée voire agressée précisément en tant que travailleuse du sexe.

¹⁶ Voir le tumblr compilant des « paroles de clients » pour en dévoiler l'abjection : <http://prostitueurs.tumblr.com/>

¹⁷ Voir : <https://zeromacho.wordpress.com/le-manifeste/>

¹⁸ Mathieu (2001, notamment : 287-294).

Conclusion

Les premiers constats de notre enquête confortent les résultats d'autres recherches menées au carrefour de la sociologie des problèmes publics et de celle des médias. L'agenda médiatique dépend largement des promoteurs institutionnels de l'abolitionnisme, et de leurs alliés dans le secteur associatif. Le web constitue bel et bien une arène conflictuelle d'expression de cadres interprétatifs pluriels, tout en relayant majoritairement les positions politiques et militantes en faveur de la proposition de loi. En examinant ces débats publics en ligne, et en particulier les formes d'engagement du STRASS, on a pu observer la manière dont les médias participatifs sont devenus un espace de référence pour les positions les plus à la marge. Dans le même temps, on a constaté et confirmé l'homologie des formes de mobilisation (Mathieu, 2001 : 131 et 198) et, plus spécifiquement, des régimes de publicisation de leur cause entre les abolitionnistes et les pro-droits.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BARBOT J., 1999. « L'engagement dans l'arène médiatique. Les associations de lutte contre le sida », *Réseaux*, 95 : 155-196.
- BECKER H., 1985 [1963]. *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*. Paris, Éditions Métailié : 171-188.
- BLUMER H., 1971. « Social Problems as Collective Behavior », *Social Problems*, 18(3) : 298-306.
- DEVILLARD V., MARCHETTI D., 2008. « La "sécurité routière", un programme sans risque. La neutralisation d'un problème politique et social à la télévision », *Réseaux*, 147 : 149-176.
- ESPINEIRA K., 2014. « La médiatisation des politiques transgenres : du statut de contre-public à l'inégalité de la représentation », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 4 : <http://rfsic.revues.org/695>.
- FRASER N., 2012. *Le féminisme en mouvements. Des années 1960 à l'ère néolibérale*. Paris, La Découverte.

- GOFFMAN E., 1975 [1963]. *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*. Paris, Minuit.
- GUSFIELD J., 1963. *Symbolic Crusade: Status Politics and the American Temperance Movement*. Urbana, University of Illinois Press.
- HILGARTNER S., BOSK C., 1988. « The Rise and Fall of Social Problems: A Public Arenas Model », *The American Journal of Sociology*, 94(1) : 53-78.
- JAKŠIĆ M., 2008. « Figures de la victime de la traite des êtres humains : de la victime idéale à la victime coupable », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, CXXIV : 127-146.
- L'EXPRESS, 2013. « Prostitution : les abolitionnistes gagnent du terrain », *lexpress.fr* (13.04.13).
- MARATEA R., 2008. « The e-Rise and Fall of Social Problems: The Blogosphere as a Public Arena », *Social Problems*, 55(1): 139-160.
- MATHIEU L., 2001. *Mobilisations de prostituées*. Paris, Belin.
- MATHIEU L., 2007. *La condition prostituée*. Paris, Textuel.
- MATHIEU L., 2013. *La fin du tapin. Sociologie de la croisade pour l'abolition de la prostitution*. Paris, Éditions François Bourin.
- MERTEUIL M., 2012. *Libérez le féminisme !* Paris, L'Éditeur.
- PETHERSON G., 2001. *Le prisme de la prostitution*. Paris, L'Harmattan.
- PRYEN S., 1999. *Stigmate et métier. Une approche sociologique de la prostitution de rue*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- REBILLARD F., 2006. « Du traitement de l'information à son retraitement. La publication de l'information journalistique sur l'Internet », *Réseaux*, 137 : 29-68.
- SCHAFFAUSER T., 2014. *Les luttes des putes*. Paris, La Fabrique.

Résumé

Cet article propose une analyse de la construction contemporaine de la prostitution comme problème public et des luttes définitionnelles afférentes, à l'occasion de l'examen parlementaire en décembre 2013 de la proposition de loi « renforçant la lutte contre le système prostitutionnel ». Les débats

publics ont été observés, sur le web, à l'aide de la plateforme de fouille de données « OTMedia » de l'INA, à partir d'un vaste corpus de 1 720 documents collectés de mars 2013 à mars 2014 sur un large éventail de supports. Cette enquête, au croisement de la sociologie des médias et de celle des problèmes publics, s'intéresse aux cadres interprétatifs en concurrence dans les arènes publiques numériques. Plus spécifiquement, elle étudie les « formes d'engagement » des collectifs de prostituées et de leurs soutiens qui militent pour la reconnaissance et l'institutionnalisation du travail sexuel, à commencer par le Syndicat du travail sexuel (STRASS). L'analyse du corpus montre que ce dernier, aussi minoritaire soit-il, est parvenu à s'imposer comme un interlocuteur légitime auprès des médias de référence, en plus d'une visibilité à bas bruit dans la blogosphère activiste.

Mots-clefs : prostitution, STRASS, arènes publiques numériques, problèmes publics, cadres interprétatifs, web, blogosphère.

Summary

The Public Problem of Prostitution on the Fringes of Digital Public Arenas. Interpretative Struggles and Mobilization of Sex Workers against the Abolitionist Offensive on the Web

This article reviews the contemporary conception of prostitution as a public problem and the ensuing difficulties in interpretation during the parliamentary debate in December 2013 on the legislation “strengthening the fight against the system of prostitution”. Using web archives from the INA’s “OTMedia” data platform, the authors studied 1720 documents over the twelve-month period from March 2013 to March 2014. This survey, as a sociological study of the media and public issues, focuses on competing interpretations in digital public arenas. More specifically, it studies “forms of commitment” by collectives bringing together prostitutes and their supporters who are fighting for recognition and institutionalization of sex work including STRASS, the sex workers’ trade union. Using this corpus of documentation, the authors point out that STRASS, despite its minority position, has succeeded in being considered as a legitimate spokesperson in the mainstream media, and provides a low-noise visibility in the militant blogosphere.

Key-words: prostitution, STRASS, digital public arenas, public problems, interpretative frameworks, Web, blogosphere.

* * *